

Note sur la scolarisation à 2 ans

L'échec se dessine tôt...

L'insécurité linguistique s'installe très tôt ; elle pervertit l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et fait entrer très tôt certains enfants dans le long couloir de l'illettrisme. C'est la qualité de l'accompagnement familial puis scolaire qui conditionne la réussite de l'apprentissage linguistique d'un enfant. On ne s'en exonère en le collant devant une émission de télévision fut-elle éducative ou en lui faisant faire des collages. Un des droits fondamentaux du petit enfant est qu'on porte une attention constante à ce qu'il dit. Il a besoin qu'on lui donne régulièrement des mots nouveaux ; il veut voir dans les yeux de l'adulte que l'on accueille avec vigilance ses tentatives parfois maladroitement mais toujours significatives. Il demande que l'on s'engage à ses côtés, avec autant de bienveillance, d'exigence que de constance... C'est cette présence attentive, cette écoute affectueuse et lucide, cette parole qui alterne connivence et distance dont sont privés bon nombre d'enfants *quelque soit leur appartenance sociale*.

La médiation s'affaiblit...

Une des mutations les plus importantes de notre société tient au fait que les familles sont amenées à confier beaucoup plus tôt qu'auparavant leurs enfants à d'autres. Il ne s'agit pas de le déplorer ; il est vain de regretter avec nostalgie l'heureux temps où tous les petits enfants bénéficiaient plus longtemps de la chaleur d'un foyer familial élargi. Parlons clair ! La conquête par les femmes des postes de responsabilités au plan professionnel, associatif et politique est sans aucun doute la meilleure chose qui pouvait arriver à notre société toute entière. Encore faut-il que cette émancipation soit accompagnée de mesures sociales telles qu'une mère ne soit pas déchirée entre des obligations professionnelles exigeantes et sa volonté de donner à son enfant le

temps d'affection, d'écoute et de compréhension qu'elle sait indispensable à son épanouissement. On ne peut pas condamner un tout petit enfant à ne voir sa mère qu'une heure à peine par jour pendant la semaine ; on ne peut pas condamner une mère à laisser toute la journée son enfant à des gens qui ne pourrons pas jouer un rôle de médiateur dévoué et attentif. Il est bien beau de parler de parité, mais si cette juste cause n'est pas portée par des mesures qui garantissent aux femmes un équilibre serein entre l'accompagnement de son petit enfant et sa responsabilité professionnelle, elle restera un simple mot d'ordre et cachera mal une très profonde injustice.

Nous vivons donc une époque où la médiation familiale, pour les meilleures raisons du monde, s'affaiblit et vient à manquer au moment où justement l'enfant en a le plus besoin dans son développement. La seule question qui mérite aujourd'hui d'être posée est la suivante : *comment assurer, à un moment crucial du développement d'un enfant, une qualité d'accueil et d'accompagnement qui lui donne les meilleures chances d'épanouissement ?*

La réponse de la Maternelle à deux ans n'est pas à la hauteur des enjeux

Lorsque l'école a décidé de « laisser venir à elle les petits enfants de deux ans », elle n'avait ni les lieux, ni surtout les femmes et les hommes capables d'accompagner les tout-petits dans leur développement linguistique, psychologique et affectif. Mais, il faut le reconnaître, elle a répondu légitimement à une demande sociale, urgente et forte, qu'aucun organisme ne prenait en charge. Encore eût-il fallu que les responsables de l'éducation nationale comprennent qu'ils endossaient là une responsabilité majeure et qu'il était extrêmement grave de « faire avec les moyens du bord ». Ils n'ont pas pris conscience -ou n'ont pas voulu prendre conscience- que la mission nouvelle que l'on assignait à l'école maternelle exigeait que l'on transformât en profondeur les lieux et les modalités d'accueil des tous petits et la formation des enseignantes .

Nous devons avoir pour l'école maternelle française une grande ambition : elle doit réhabiliter au plan sémiologique et culturel une part importante des enfants qui lui sont confiés et changer ainsi pour beaucoup leur destin scolaire. C'est bien pour cela qu'il nous faut affirmer avec force que l'école n'apporte pas actuellement une réponse

satisfaisante et honorable à des enfants de deux ans qui sont à un moment crucial de leur développement linguistique.

Comment peut-on en effet imaginer que 30 enfants réunis dans une salle de 50 à 60m², confiés aux bons soins d'une institutrice qui n'a pas été formée pour cela, puissent trouver des conditions favorables à leur développement psychologique, linguistique et social ? L'école fournit ainsi une très mauvaise réponse à une vraie question posée par de profondes mutations culturelles et d'importantes transformations dans l'organisation familiale. On nous dira que certains enfants de 2 ans sont plus à l'abri dans une salle de classe que dans un milieu familial où les menacent indifférence ou maltraitance. Certes ! Mais l'école ne peut être qu'exceptionnellement et ponctuellement un lieu d'asile ; elle ne doit en aucune façon institutionnaliser cette fonction qui ne concerne d'ailleurs (et fort heureusement) qu'une toute petite minorité d'enfants.

Au-delà du coût, les dangers d'une scolarisation généralisée des enfants de deux ans effectuées dans les mauvaises conditions actuelles sont sérieux notamment en ce qui concerne leur destin linguistique. Pour avancer sur le chemin de la maîtrise du langage, un enfant a absolument besoin qu'un adulte lui fasse progressivement découvrir ce que parler veut dire et comment s'approprier les outils du langage. Or, - et c'est là le danger de l'accueil scolaire actuel – ces jeunes enfants, groupés à 30 avec une adulte qui pare au plus pressé de leurs besoins élémentaires, sont **condamnés à apprendre à parler avec leurs pairs**. Leur apprentissage s'effectue principalement (6 à 8 heures par jour) avec 29 autres enfants de deux ans. On ne s'étonnera pas ensuite de l'insécurité linguistique dans laquelle se trouvent certains enfants, et notamment ceux qui ne trouvent pas à la maison l'accompagnement attentif d'un adulte qui saura, lorsqu'il le faut, lui dire qu'il ne l'a pas compris mais qu'il existe des moyens linguistiques de se faire comprendre. Car l'école à deux ans n'est pas la même pour tous : qu'y a-t-il de commun entre un petit enfant que sa mère dépose la mort dans l'âme à sept heures et demie le matin pour le récupérer à dix-huit heures et celui qui ne passe à l'école qu'une demi-journée de temps en temps ? C'est pour le premier que la proposition actuelle de l'école maternelle est terriblement insuffisante. Ni le calcul cynique qui pousse certains syndicats à vouloir compenser une baisse démographique par une scolarisation précoce, ni l'indignation légitime

devant la détresse et les dangers courus par certains enfants, ne justifient la création hâtive de cet espace éducatif de mauvaise qualité.

Vers une réponse « honorable »...

Il n'est évidemment nullement question de demander que l'on supprime brutalement l'accueil des enfants de deux ans à l'école; ce serait rendre encore plus difficile la situation des mères et surtout de celles qui ne disposent pas des moyens suffisants pour envisager d'autres formes de garde. L'imprévoyance et le manque de sensibilité sociale de nos décideurs politiques a mis l'école en demeure d'apporter une réponse éducative massive aux besoins des enfants de deux ans sans qu'on lui en donne véritablement les moyens et alors que ce n'est pas là sa véritable vocation. Mais, puisque l'école est aujourd'hui la seule porte ouverte aux mères en mal de garde d'enfants de deux ans, exigeons au moins que l'on traite convenablement ces petits: **des lieux spécifiquement construits et aménagés pour ces tous petits ; un effectif qui ne doit en aucun cas dépasser 8 enfants par classe ; une formation appropriée donnée aux enseignants qui se dévoueront à cette mission.** Parallèlement, créons des crèches en nombre suffisant (notamment en prenant des mesures incitatives pour favoriser la création des crèches d'entreprises publiques et privées) ; proposons de vraies et justes mesures sociales(en équilibrant ainsi la suppression de 35 heures) pour permettre aux pères et aux mères de mieux accompagner les premières années de la vie de leurs enfants sans en payer le prix fort en matière de carrière professionnelle ; trouvons enfin avec les communes une distribution complémentaire raisonnable entre temps éducatif (1heure par jour) et temps de garde (le reste).